

*Questions orales*

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, je ne suis pas en désaccord avec les évêques catholiques, pas plus qu'avec les évêques protestants. Ils ont droit à leurs opinions. J'attirerais toutefois l'attention de mon ami que la Banque royale a signalé la semaine dernière que la croissance économique au Québec, en commençant par Montréal, sera la plus élevée au Canada, et que la croissance économique au Canada sera la plus élevée parmi les pays industrialisés au monde.

Mon ami sait fort bien que son parti a voté contre la Loi sur les brevets pharmaceutiques qui crée des milliers d'emplois à Montréal. Il a voté contre chaque projet de création d'emplois à Montréal. Il a le culot aujourd'hui de se lever en faveur de Montréal. Indignez-vous donc un peu devant les agissements de votre propre parti! Votez de temps à autre en faveur du Québec et de Montréal, au lieu de voter toujours contre les intérêts du Québec et de Montréal.

• (1425)

[Traduction]

**M. Paul Martin (LaSalle—Émard):** Monsieur le Président, je me rappelle une époque où le premier ministre accordait plus d'intérêt aux évêques qu'à la Banque Royale.

Je voudrais rappeler la proposition des évêques en faveur de la création d'emplois. Ils ne recommandent pas uniquement des réductions de dépenses. Ils recommandent une stratégie industrielle globale. Ils recommandent le renouvellement de l'infrastructure publique. Ils recommandent de consacrer des fonds à la recherche et au développement dans les secteurs industriels en croissance et ils recommandent de meilleurs programmes de recyclage des travailleurs.

C'est ce que nous, de ce côté-ci de la Chambre, avons recommandé nous aussi, et nous sommes fiers d'être du côté des évêques et non de la Banque Royale. C'est également ce que réclament des millions de Canadiens.

Combien de temps les Canadiens devront-ils souffrir encore avant que le gouvernement ne passe à l'action?

**M. Chrétien:** Repentez-vous.

**M. Harvard:** Repentez-vous et désavouez vos politiques erronées.

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, mon honorable collègue est du côté

des évêques. Nous sommes du côté des humbles curés de paroisse—et de la Banque Royale.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Mulroney:** Voilà qui prouve notre ouverture d'esprit.

Le mois dernier, les chiffres ont révélé la création de 48 000 nouveaux emplois. Les chiffres révèlent aujourd'hui une diminution du taux d'escompte d'environ 10 points de base. Le taux d'inflation est maintenant à son plus bas depuis 30 ans.

La Banque Royale et d'autres institutions importantes prévoient que, l'an prochain, c'est à Montréal et au Québec que la croissance économique sera la plus forte au Canada. Elles prévoient également qu'elle sera plus forte au Canada que dans tous les autres pays industrialisés.

Avec tout le respect que je dois aux évêques catholiques, anglicans et autres, ce sont là des réalités. Dans les domaines où le Canada accomplit de solides progrès, le FMI dit qu'il mène dans le monde quant à ces facteurs fondamentaux de croissance.

Je voudrais faire un peu mieux. Nous aimerions évidemment faire mieux. Cela pourrait nécessiter de la part des évêques catholiques un peu plus d'aide que nous avons pu en recevoir. Mais nous leur savons gré de leurs conseils, de leurs prières et de leur aide et nous espérons faire davantage de progrès grâce à leurs recommandations.

**L'hon. Audrey McLaughlin (Yukon):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances suppléant.

Je voudrais signaler qu'il y a dix ans, le premier ministre Trudeau disait que ce n'était pas aux évêques catholiques de faire une déclaration sur la conduite des affaires du pays. Il semblerait qu'on a changé de refrain depuis.

[Français]

Dans son document *Orienter l'économie*, le ministre des Finances affirme, et je cite: «Dans toutes les consultations prébudgétaires que j'ai tenues auprès des Canadiens, le principal thème a été celui de la réduction du déficit et de la dette.»

Nous avons aussi parlé au Congrès du travail et à des organismes qui luttent contre la pauvreté et au Conseil des évêques; ce n'est pas ce qu'ils nous ont dit.